

# La formation des imams : un enjeu d'indépendance

50

Hier, le conseil lorrain des imams, aumôniers et prédicateurs (CLIAP) tenait son 6e séminaire au centre interculturel de Woippy. Le thème : l'enjeu primordial de s'inscrire dans le contexte local, indépendamment des états.

Depuis deux ans, le conseil lorrain des imams, aumôniers et prédicateurs (CLIAP) organise fréquemment des séminaires et sessions de formation. La sixième avait lieu hier, au centre interculturel de Woippy sur le thème « La place de l'imam dans le quartier et dans la ville » (lire en page Région).

Pour Mohamed-Hicham Joudat, président du CLIAP, la question de la formation est fondamentale. Mais elle est encore trop peu répandue. « Elle se pose au niveau national, mais il n'y a pas beaucoup d'instances. Il n'y en a aucune dans le Grand Est par exemple. » Alors, le CLIAP prend les devants, en créant un cadre pour regrouper les imams, une cinquantaine sur toute la Lorraine, et garantir la formation continue « liée au contexte français ». « Les imams, pour beaucoup, ont une formation théologique très solide, mais il manque parfois ce volet de l'expérience de terrain local. C'est l'équilibre entre le texte et le contexte. »

La cinquantaine de professionnels se retrouve donc une fois par trimestre pour échanger, en ateliers, mais également en invitant des intervenants extérieurs. « Cela fait partie du Coran. On ne peut pas être un bon imam si l'on ne connaît pas la culture du lieu où l'on exerce. Le discours ne peut pas passer. Ce n'est pas parce qu'on est un bon imam en Turquie, au Maroc, en Algérie ou en Tunisie que l'on sera bon à Metz. Surtout si l'on est parachuté. »

Certains imams sont nés et ont grandi en France. D'autres ont été formés dans leur pays d'origine. « Mais si on veut, non pas un islam de France, mais un islam en France, il ne faut pas que



« Ce n'est pas parce qu'on est un bon imam en Turquie, au Maroc, en Algérie ou en Tunisie que l'on sera bon à Metz. Surtout si l'on est parachuté. Il faut connaître le lieu où l'on exerce », insiste Mohamed-Hicham Joudat, président du CLIAP. Photo Gilles WIRTZ

les choses soient gérées de l'extérieur. L'islam de France est trop frein mais on continue le travail. » Même si Mohamed-Hicham Joudat estime que les choses commencent à évoluer, il y a donc, forcément, encore beaucoup à faire. « Le conseil français du

« Si on veut un islam en France, il ne faut pas que les choses soient gérées de l'extérieur »

culte musulman n'incarne pas lui-même une autorité religieuse ou une personnalité spirituelle. Sa présidence est même tournaute. Et il ne s'occupe pas de formation. » C'est pourquoi, l'initiative du CLIAP peut convaincre. « Il faudrait qu'elle soit exportée dans d'autres villes », estime Saliou Faye, imam et éducateur à la

mosquée du quartier de la Meinau à Strasbourg, présent hier en tant qu'intervenant. « Certains n'y croyaient pas au départ mais on a des résultats », enchaîne Mohamed-Hicham Joudat. Notamment pour se faire comprendre et entendre de la jeunesse.

« On ne peut pas être un bon imam si on ne connaît pas ce qui se passe à l'extérieur ».

C'est le credo de Mohamed-Hicham Joudat, président du CLIAP. « Si on vient du bled, on peut s'en sortir avec la première génération. Mais pas avec la deuxième, encore moins avec la troisième. L'école, le langage, et même le religieux évidemment, tout évolue. Il faut être plus proche des gens et surtout des jeunes de la cité. »

Les imams, aumôniers et prédicateurs lorrains sont une cinquantaine, volontaires, à être membres du CLIAP. Quelle que soit leur nationalité. « Notre initiative est totalement indépendante des états extérieurs. C'est primordial. Nous sommes indépendants financièrement et politiquement. C'est concrètement le plus dur, mais aussi le plus viable. »

La jeunesse ne se reconnaît plus dans les gens de l'extérieur. C'est le moment de construire quelque chose de stable, ici en France », assure Mohamed-Hicham Joudat.

## la phrase

« On ne peut pas être un bon imam si on ne connaît pas ce qui se passe à l'extérieur ».

C'est le credo de Mohamed-Hicham Joudat, président du CLIAP. « Si on vient du bled, on peut s'en sortir avec la première génération. Mais pas avec la deuxième, encore moins avec la troisième. L'école, le langage, et même le religieux évidemment, tout évolue. Il faut être plus proche des gens et surtout des jeunes de la cité. »